

OCTOBRE 2021

RAPPORT D'ANALYSE DE CONFLIT - BRIA

PROJET RELSUDE



TABLE DES MATIÈRES

Executive Summary	1
Introduction	3
Situation Politique, Ordre Public & Sécurité	5
Identités, Groupes Armés et Cohésion Sociale	11
Economie - Libre Circulation	15
Initiatives Locales et Indogènes à la Résolution de Conflit	17
Recommandations	24

EXECUTIVE SUMMARY

Ce rapport s'inscrit dans le projet RELSUDE, pour lequel Concordis a été demandé d'effectuer l'analyse des conflits et la compréhension des perceptions des communautés afin d'informer les activités des partenaires du consortium et de les ancrer dans les situations diverses des 11 villes ciblées.

Des tensions vives et historiques demeurent dans l'esprit des habitants de Bria malgré la signature d'un pacte de non-agression l'année passée. Les répondants ont cité des tensions dues à la présence des forces du Séléka et leurs successeurs dans la région depuis 2013, à la réaction Anti-Balaka, à la cristallisation des oppositions entre communautés chrétiennes et musulmanes lors des événements de mai 2017, ainsi qu'aux oppositions entre Rounga et Goula entre 2019 et 2020.

Le manque de libre circulation depuis 2017, suite à la division de Bria en quatre blocs, pèse toujours sur les esprits, un ressentiment qui est particulièrement présent dans les échanges avec les répondants. Le regain de la libre circulation au sein de Bria suite à l'arrivée des FACA et leurs alliés en avril 2021, qui a permis une reprise modeste d'activités économique, est l'un des points focaux des habitants qu'ils espèrent voir répandre aux environs de la ville et qui les rend clément face aux exactions actuelles.

Toutefois de multiples divisions demeurent selon les lignes citées ci-haut. Pour consolider cette reprise des activités, les habitants demandent des travaux de dialogue, médiation et résolution de conflit mais également que la justice soit faite aux victimes et bourreaux des conflits du passé.

Beaucoup de répondants ont expliqué leurs convictions que les conflits intercommunautaires susmentionnés ne tiennent pas de la volonté des habitants mais sont le résultat de tactiques politiques ou d'influences externes cherchant à diviser afin de garantir leurs intérêts.

En dessous des tensions intercommunautaires multiples, des causes profondes des conflits demeurent :

- Un manque d'opportunités en termes d'éducation se traduisant par un analphabétisme ayant augmenté depuis la crise de 2013 et le manque de formations professionnelles pour la jeunesse ;
- Un manque d'opportunités économiques dû à une difficulté d'accès aux champs pour les producteurs locaux, à l'accès difficile aux marchandises et taxes excessives pour les commerçants et un aux sites d'exploitation pour les artisans miniers ;
- Et, de façon secondaire, un ressentiment persiste par rapport au fait que Bria et l'est du pays soient négligés par le pouvoir à Bangui.

Le rôle spécifique des femmes de Bria dans les conflits est à noter. Elles sont les premières victimes des conflits et craignent les violences sexuelles parmi d'autres exactions. De plus, la crise économique semble avoir affaibli leur situation dans la société. En revanche, elles ont un double rôle actif dans les conflits, influençant à l'échelle de leurs familles pour plus d'interactions pacifiques, mais également à l'échelle communautaire en participant à une riche histoire d'activités de cohésion sociale et consolidation de la paix.

En cas de conflit, les habitants de Bria se tournent souvent vers les autorités locales pour l'arbitrage et/ou des organisations de la société civile pour la médiation ou la résolution de conflit. Dans le rapport, les organisations indiquées comme principales par les répondants sont détaillées.

Cette consultation a permis d'identifier des éléments – proposés par les habitants de Bria – à traiter en priorité pour conseiller et apporter un appui aux OSC et aux CLPR :

- La réconciliation, en mettant en place des activités (ateliers, médiations, etc.) favorisant le dialogue intercommunautaire et, par conséquent, une paix durable ;
- La justice, particulièrement en permettant son accès et sa partialité, et ce, de manière équitable ;
- La relance économique, en contribuant à l'éducation et l'alphabétisation, la formation professionnelle, et l'extension de la libre circulation, avec un accent mis sur l'autonomisation des femmes et l'insertion des jeunes ;
- Une implication plus forte des femmes dans le processus de paix, en incitant les initiatives locales portées par les OSC de femmes ;
- Le désarmement et la réinsertion des membres des groupes armés, à travers un accompagnement accru pour les personnes démobilisées afin d'éviter leur remobilisation.

Pendant les formations effectuées pour les membres de la société civile et du CLPR à Bria, un plan d'action a été élaboré pour atteindre la solidarité communautaire et la résilience des habitants. Ce plan d'action et un rapport de la formation sont attachés.

INTRODUCTION

ANALYSE DE CONFLIT POUR OXFAM & RELSUDE

Le projet RELSUDE réunit six ONGI (Oxfam, Concern, Coopi, Agora et Free Press Unlimited sous l'égide d'ACTED) afin d'œuvrer en faveur du relèvement socio-économique et de la réconciliation dans la zone du sud-est de la République centrafricaine. Dans ce cadre, Oxfam a contracté Concordis International pour effectuer des consultations portant sur l'analyse de conflits et la compréhension des perceptions des communautés et les acteurs locaux afin d'informer les activités des partenaires et de les ancrer dans les situations diverses des différentes villes ciblées.

Concordis mène ses consultations dans 11 villes du sud-est, à savoir Bria, Ouango, Zemio, Mobaye, Obo, Kouango, Gambo, Alindao, Kembe, Mingala et Satema. Dans chaque ville, la même méthodologie est appliquée afin de comprendre les réalités spécifiques des relations entre communautés (ethniques, religieuses ou autre). Ces réalités dépendent des conceptions des répondants eux-mêmes, de leurs expériences des conflits et de leurs perceptions des différents acteurs qui influent sur leur quotidien. L'objectif est de comprendre les perceptions, les expériences, et les besoins en matière de sécurité des communautés, ainsi que leurs relations avec les instances de sécurité – avec une attention spécifique pour les voix des femmes et des jeunes.

L'étude servira de base pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans de solidarité communautaire par les OSC et Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) des 11 localités analysées avec l'appui des membres du consortium. Afin de préparer cette prochaine étape, Concordis organise une formation pour ces acteurs sur la collecte de données et l'élaboration des plans d'action pour la solidarité intercommunautaire. Pour ces derniers, un plan d'action est élaboré de façon collaborative pour chaque localité avec les participants de la formation.

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à éclaircir les perceptions et les opinions des communautés et populations locales, et plus spécifiquement la voix des communautés qui ont tendance à n'être ni entendues ni prises en compte. À ce titre, l'étude porte une attention particulière aux femmes et à la jeunesse, tout en gardant à l'esprit que dans chacune de ces localités, certaines parties de la population sont moins écoutées que dans d'autres. En menant des consultations dans ces localités, Concordis International s'est efforcé de valoriser les messages et les remarques des interlocuteurs interrogés, en évitant biais et inductions, grâce à une rigueur méthodologique rendue possible par de fines analyses qualitatives et quantitatives.

Ce rapport pour Bria revient dans un premier temps sur plusieurs éléments apparus essentiels lors des consultations pour l'analyse de conflit, à savoir : les différents acteurs du conflit ; les liens entre identités, groupes armés et le manque de cohésion sociale ; les

enjeux de réconciliation des réfugiés et déplacés ; la gravité de la situation économique et la difficile libre circulation. Dans un second temps, le rapport se concentre sur les causes structurelles du conflit, puis les initiatives locales et endogènes du conflit jusqu'à la résolution du conflit.

L'étude qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments ciblés de la population ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés dans la localité et/ou dans les conflits. Comme indiqué ci-dessus, l'étude vise essentiellement à élever les voix des communautés pour comprendre leurs perceptions. Par conséquent, les groupes de discussion avec les membres des différentes communautés ont été prioritaires. L'accent a été mis sur les groupes ou associations de femmes, groupes ou associations de jeunes, groupes d'habitants et les groupes de certains métiers ou associations professionnelles.

Les entretiens individuels sont utilisés à la fois pour approfondir des questions qui n'ont pu être longuement ou aisément détaillées en groupe pour des raisons sociales et pour évaluer si les membres proéminents des communautés, voire les membres de groupes armés, ont des perceptions partagées avec communautés elles-mêmes. Les interrogés incluent des préfets, des sous-préfets, des maires, des chefs de quartier, des leaders d'associations de femmes, de jeunes et d'autres OSC. Ces activités sont menées par deux de nos équipes centrafricaines dotées de riches expériences dans les consultations et les formations. En annexe 1 se trouve une explication plus détaillée de notre méthodologie.

BRIA

Bria est le chef-lieu de la région numéro cinq qui regroupe la préfecture de Vakaga, Bamingui-Bangoran et la préfecture de la Haute-Kotto dont la ville de Bria est le chef-lieu. Avec ses 62 000 habitants, il s'agit la localité la plus grande de ces consultations. Selon le plan de relèvement local (PRL) d'Agora sur Bria¹, la localité de Bria est principalement composée des groupes ethniques Banda (70%)², Goula et Sara (15%), Rounga (5%) et Peul (10%). D'autres groupes ethniques sont également présents dans le territoire selon les autorités locales : les Banda-Togbos, les Banda-Bandas, les Kpateres, les Tagbangos, puis, suite à l'indépendance du pays, les Banda-Lindas, les Yakpas, les Ngbougous, les Langbassis, les Roungas, les Karas, les Youlous et les Bornous se sont installés dans la ville.

1 Plan de Relèvement Local (PRL), Agora, 2021.

2 Selon le PRL, il s'agit de 70% Mbreya, sous-groupe des Banda. Pendant les consultations de Concordis, personne ne s'est identifié comme Mbreya bien que la majorité soit Banda.

SITUATION POLITIQUE, ORDRE PUBLIC ET SÉCURITÉ

RAPPEL HISTORIQUE DES TENSIONS À BRIA

Les habitants de Bria sont les personnes les plus à même de raconter Bria, son évolution, son histoire, ses tensions. Ces informations orales constituent de précieuses sources pour saisir l'inscription temporelle et les causes de certaines rivalités et de situations conflictuelles dans la sous-préfecture qui perdurent aujourd'hui. D'après nos interlocuteurs, les conflits ayant secoué la sous-préfecture de Bria se sont déroulés en plusieurs temps.

La première phase conflictuelle revient aux phénomènes de Zaraguinas (coupeurs de route) qui ont émergé à la fin du siècle dernier. Une deuxième phase commence entre 2005 et 2006, après la création du groupe armé de l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) composé des Gulas et Rungas. Ce groupe armé dénonçait une mauvaise gestion de l'est du pays par le gouvernement central et revendiquait sa représentation. Suite à un conflit d'intérêt ayant opposé les Rungas aux Gulas, le groupe s'est divisé. Les Rungas ont en réaction créé la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) en 2008-2009. Le gouvernement centrafricain, afin de contrecarrer les actions de la CPJP, a donc appuyé militairement l'UFDR pour affronter la CPJP. La CPJP, disposant d'importants moyens militaires, a appelé à la mobilisation des ressortissants rungas, qui se sont mobilisés pour attaquer les Gulas, exacerbant dès lors des tensions préexistantes.

À partir de fin 2012, la coalition des groupes armés Seleka prend le pouvoir à Bangui et s'installe également à Bria en 2013. Pendant les groupes de discussion avec des jeunes du site de déplacés PK3, certains interrogés ont affirmé qu'ils faisaient alors régner la terreur et la désolation au sein des populations. La région a connu ensuite la prolifération de groupes armés. En 2016, toujours selon les interrogés, suite à l'insécurité subie par les éleveurs, des Peulhs ont fondé l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) et s'affrontent au Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), successeur de la Séléka. Les tensions montent et amènent à une scission entre les communautés chrétiennes et musulmanes.

En mai 2017, ces tensions débordent lorsqu'à Bangassou un musulman est tué par des autodéfenses Anti-Balaka, et des personnes musulmanes se réunissent à Bria – comme dans d'autres villes de l'est de la RCA – pour attaquer en représailles des communautés chrétiennes. Les autorités locales tendent à dire que ces attaques ont été perpétrées par des groupes armés musulmans. En revanche, beaucoup parmi les communautés chrétiennes se rappellent plutôt d'une attaque de « la communauté musulmane » contre les chrétiens. Ces événements ont poussé le leader des Anti-Balaka, d'après lui-même à s'organiser avec la jeunesse³.

En 2019 et 2020, les tensions historiques entre Gulas et Rungas ont escaladées au nord-est de la RCA, et ce avec un impact aussi pour les communautés de Bria. En 2020, ces tensions prirent la forme d'exactions.

Consécutivement aux événements qui ont eu lieu en 2016 et 2017, plus de 80% de la population a été déplacée vers différents sites et la ville a été divisée en 4 blocs largement ségrégués. D'après les répondants, la ville est désormais composée de Gobolo, bloc habité par les Peulhs, puis de Bornou, habité par les Gulas et Rungas, et du site PK3 qui compte une majorité de la population qui est habité par une majorité chrétienne, et enfin du centre-ville où les communautés cohabitent. Différents blocs ont été contrôlés par différents groupes armés. De fait, pendant longtemps, les mouvements d'un bloc à l'autre étaient extrêmement dangereux.

Malgré la signature du pacte de non-agression en 2020, les habitants ne se sentaient pas en sécurité pour circuler librement dans la ville. Selon le plan de relèvement local, les mouvements étaient limités dans la ville et sur les axes, en raison de la présence de groupes armés et des exactions rapportées de la part « d'éléments non contrôlés. » Ce n'est qu'en avril 2021, lors de l'arrivée des Forces armées centrafricaines (FACA) et des forces alliées, que la libre circulation a été rétablie dans la ville.

SITUATION ACTUELLE

Lors des consultations, 96% des enquêtés ont indiqué « vivre en paix » parmi leurs priorités vitales, tandis que 58% des répondants ne considèrent pas vivre actuellement en paix. Ce nombre est considérablement moins fort chez les répondants musulmans et les jeunes de moins de 26 ans, chez qui respectivement 60% et 71% se considèrent déjà en situation de paix. Il est important de noter que la consultation n'a pas pu soulever les explications pour ces différences. La présence des groupes armés est considérée par presque tous les groupes de la société comme principale menace à la paix – 88% des enquêtés les considèrent responsables de l'insécurité qui persiste. En revanche, le banditisme est, lui aussi, un obstacle important à la paix.

3 Voir Central African Republic: A Conflict Mapping, IPIS, 2018 ; Entretien individuel avec un représentant de groupe armé.

La plupart des interlocuteurs ont affirmé que l'autorité de l'État était rétablie dans la ville de Bria depuis l'arrivée des FACA et de leurs alliés bilatéraux en avril 2021. Le préfet, le sous-préfet, le maire et les chefs de quartier ont repris la gestion de la vie publique, qui était auparavant entre les mains des différents groupes armés. Sur le plan sécuritaire, les différentes communautés de Bria attestent que les FACA et leurs alliés, la gendarmerie et la police exercent le pouvoir. La MINUSCA est citée moins souvent mais il est important d'indiquer leur double perception, sur laquelle le rapport revient dans le chapitre Acteurs.

En outre, 63% des enquêtés ont qualifié leur situation sécuritaire comme mauvaise. En revanche, ce sont surtout les femmes (80%) qui la voient sombrement. Malgré le fait que les hommes le disent moins, trois quarts des hommes admettent craindre d'être ou de devenir victimes d'abus. En demandant qui est responsable de l'insécurité, la réponse tend généralement vers les groupes armés, surtout pour les jeunes, les femmes et les musulmans qui spécifient souvent les Anti-Balaka (à chaque fois entre 50 et 70% contre un moyen de 42%), pendant que tout le monde semble d'accord que les FPRC posent problème aussi (45%).

Pour la gestion de leur sécurité, 80% des enquêtés se fient aux FACA. La moitié des répondants répondent seulement les FACA, et pas d'autres acteurs. Bien qu'ils soient moins cités par les hommes (74%) et la population musulmane (66%), la grande majorité de la population de Bria compte sur eux pour leur défense. En revanche, leurs alliés (13%) et la MINUSCA (16%) sont nettement moins populaires. La raison pour laquelle les répondants se portent sur ce choix tient au fait que le groupe est accepté dans les différentes parties de la ville - ce qui s'explique par l'histoire de division dans la ville de Bria.

Malgré les exactions dont ils témoignent, compte-tenu de l'histoire de la division de Bria en quatre blocs, la grande majorité des répondants ont déclaré que l'arrivée des FACA et de leurs alliés bilatéraux ont causé une forte amélioration de leur situation. Sous le régime des différents groupes armés, traverser les limites des 4 blocs de la ville était extrêmement risqué. Avec les communautés chrétiennes largement déplacées vers PK3 et les tensions entre les différents groupes ethniques, les relations commerciales entre les communautés étaient quasi-inexistantes, entravant davantage à la subsistance des habitants dans tous les coins de la ville. L'absence de libre circulation, avec toutes ses conséquences, conjugué aux exactions commises par les groupes armés, avait rendu la vie quotidienne des habitants très difficile.

Pour autant, des abus ont été aussi perpétrés par les FACA et leurs alliés, provoquant du ressentiment croissant. Toutefois, il semble qu'actuellement la libération de la vie publique prime sur ces abus, qui ont été qualifiés parfois de « mal nécessaire ». Bien qu'il s'agisse seulement, selon plusieurs interlocuteurs, d'une amélioration légère de la sécurité, elle permet à la population de renouer avec leurs activités commerciales et économiques en vue de leur subsistance et de reconstruire des liens intercommunautaires.

Une bonne partie des répondants, surtout parmi les communautés chrétiennes, insiste que cette évolution positive ne peut être pérenne si le désarmement n'est pas achevé. Depuis avril 2021, des membres des groupes armés demandent régulièrement à être désarmés. Les autorités l'acceptent généralement. Ensuite, ces personnes sont libres de retourner dans les quartiers, sans répercussions pour leurs actes commis mais sans soutien de réinsertion. En outre, et ce malgré des avancées modestes, tous les acteurs armés n'adhèrent pas au processus désarmement, démobilisation, réinsertion et réintégration (DDRR) et continuent à semer l'insécurité dans les environs de la ville et sur les routes. À ce titre, les membres de l'Association des Commerçants du Bloc PK3 ajoutent :

« TANDIS QUE CERTAINS COMMENCENT À RENDRE VOLONTAIREMENT LEURS ARMES, LES MAQUISARDS COMMETTENT DES EXACTIONS SUR LES GRANDS AXES PÉRIPHÉRIQUES ET DANS LA BROUSSE. ILS PRÉLÈVENT DE L'ARGENT SUR LES PAYSANS QUI SE RENDENT AUX CHAMPS. TANT QUE L'ENSEMBLE DES ÉLÉMENTS DES GROUPES ARMÉS NE SONT PAS DÉSARMÉS, ON NE PEUT PAS PARLER DE SÉCURITÉ SI LES GENS NE PEUVENT VAQUER LIBREMENT À LEURS OCCUPATIONS. »

Plusieurs répondants, dont des membres de cette association, précisent que cette insécurité sur les axes routiers met à mal l'approvisionnement de la ville et renforce l'inflation. Dans ce cadre, plusieurs répondants ont exprimé de leurs vœux que les zones rurales soient également libérées. Il est important de rappeler ici que tous les interlocuteurs vivaient à Bria, et non pas directement des habitants des villages sur les axes.

FEMMES

Les femmes enquêtées admettent surtout être préoccupées par la sécurité de leurs enfants (59%), la marginalisation des femmes dans la société (47%), la sécurité d'autres membres de la famille (45%) et la sécurité de leur mari (39%). Une préoccupation particulière mentionnée par 53% des femmes musulmanes est le mariage forcé. Plus ou moins toutes les femmes considèrent qu'elles ont à craindre : 92% indiquent l'agression physique, 88% le viol, et ce indépendamment des communautés auxquelles elles appartiennent. Les personnes dont elles craignent le plus sont les éléments des groupes armés, citées par 84%. Mais les menaces qu'elles ressentent émanent également des bandits (43%) et généralement des hommes de leur propre communauté (37%) ou de l'autre communauté (35%). Une sur huit admet l'avoir vécu elle-même et plus de 40% des femmes disent en connaître une qui a subi ces menaces. Plusieurs répondantes ont attesté que les hommes de la ville ont changé à cause des conflits. De plus, à force de vivre ces atrocités, elles estiment qu'ils sont devenus plus violent au foyer.

ACTEURS DU CONFLIT

La situation actuelle est dominée par la présence des FACA et de leurs alliés. Cela a permis le retour et la restauration de l'autorité de l'État. Le préfet, le sous-préfet, le maire, les chefs de quartier et de groupes aussi bien que les forces de sécurité intérieure, notamment la police et la gendarmerie, sont désormais en ville. Quant aux groupes armés, ils ont généralement quitté la ville avant l'arrivée des FACA et leurs alliés. Il arrive que des éléments armés dans les environs demandent aux autorités de se faire désarmer et démobiliser, ce qui est donc organisé par ces autorités. Les combattants qui sont restés en ville sont alignés au gouvernement ou bien démobilisés.

FPRC

Le leader du FPRC déclare que l'objectif des groupes armés au départ était : « la paix, la sécurité, le développement des tous les secteurs d'activités, les infrastructures routières, scolaires et sanitaires. » Parmi leurs revendications, la représentation du pouvoir pour atteindre leurs aspirations était le plus important.

L'acquis le plus important du FPRC, selon lui, est le DDRR de certains de ses éléments dans les forces de sécurité. Parmi 449 éléments de la FPRC désarmés de Bria, dont l'interviewé même, 15 éléments seulement ont reçu une formation et ont intégré l'un des groupes de sécurité de l'État. Il est important pour eux de continuer le processus de DDRR - que les éléments désarmés entrent dans l'unité spéciale mixte de sécurité (USMS) et que ceux qui ne sont pas éligibles à l'USMS soient formés professionnellement en activité génératrice de revenus (AGR) ou d'autres types de formation intellectuelle. Cette revendication est souligné par un ex-combattant du FPRC aussi bien que par plusieurs groupes de discussion, comme expliqué dans le chapitre Recommandations.

D'après un ex-combattant, en revanche, ils vivaient bien avant le DDRR « avec leurs petites entrées récoltées sur le terrain grâce aux formalités douanières des trafiquants, aux personnes passagères, et aux taxes d'imposition et douanières des commerçants ».

Toutefois, il souligne également le besoin de lutter contre les divisions communautaires et souhaite que les OSC soient bien équipées pour résoudre les conflits.

ANTI-BALAKA

Le leader des Anti-Balaka explique qu'il a organisé son groupe d'auto-défense en réaction aux attaques de mai de 2017, qu'il perçoit par ailleurs comme perpétrées par « les musulmans » contre « les chrétiens ». Il maintient que les musulmans ont été les responsables des troubles qui ont bouleversé la ville, car ils seraient, selon lui, complices des mercenaires qui sont venus piller les ressources du pays. Il explique que la motivation l'ayant poussé à prendre les armes résidait dans le souci de défendre les intérêts de son pays, de Bria, sa localité, et enfin de sa communauté, en l'occurrence chrétienne.

Dans ce contexte, la raison d'être des Anti-Balaka de Bria était de « libérer les communautés chrétiennes » des mains des (ex-)Séléka, que ce leader traite d'ennemis de la paix – un objectif qu'il considère accompli. Selon lui, son adhésion au DDRR et aux accords de Khartoum rend compte du fait de la volonté des Anti-Balaka d'œuvrer pour la paix et la cohésion sociale pour toutes les communautés de la Haute Kotto. Il affirme que les communautés chrétiennes ne veulent plus de conflit et ont maintenant l'ambition de construire leur avenir.

Il souligne à multiples reprises qu'il appartient maintenant au gouvernement de maintenir les engagements de réinsertion de leurs éléments démobilisés dans la société. Contrairement aux FPRC, il ne mentionne pas l'option de rejoindre les USMS. Ce leader n'a aujourd'hui pas d'ambition politique et s'apprête à lancer une briqueterie où la cohésion sociale sera centrale.

IDENTITÉS, GROUPES ARMÉS ET COHÉSION SOCIALE

Les habitants de Bria ont des identités multiformes, s'identifiant à la fois par leur appartenance à un groupe ethnique, leur religion, leur métier et/ou leur nationalité centrafricaine. Si l'appartenance ethnique demeure l'appartenance la plus populaire chez les répondants (il apparaît dans 62% des cas, et comme critère principal d'appartenance chez 49% d'entre eux), l'écrasante majorité, soit 92% des répondants, s'identifie à travers leur appartenance ethnique et/ou religieuse.

Concernant les autres éléments qui participent à la construction du sentiment identitaire des habitants de Bria, le métier revient chez 27% des habitants, et comme élément principal pour 19% d'entre eux. L'identification par le métier rend compte d'une dynamique genrée : l'identité des femmes se construit davantage au regard de leur activité professionnelle et rend compte d'une volonté accrue d'autonomisation économique pour elles. En l'occurrence, 37% des femmes s'identifient selon leur métier, et 26% d'entre elles considèrent ce critère comme principal critère d'appartenance identitaire.

Les réponses des habitants de Bria aux questions relatives à l'identité ont été parfois assez directes, en particulier chez les personnes de confession chrétienne - catholique ou protestante. Ces dernières semblent préférer leur identité ethnique à religieuse, la religion apparaît comme élément d'identification pour 29% des répondants chrétiens, et comme élément principal pour 16% d'entre eux. De fait, ils s'identifient plus facilement à travers leur appartenance ethnique que les personnes musulmanes (64% des chrétiens contre 38% des musulmans).

Les expériences vécues d'une bonne partie des répondants musulmans semblent plus compliquées, surtout parmi les répondants des groupes gulas et rungas, découlant en une réticence occasionnelle à partager leurs affiliations ethniques. Dès lors, les répondants musulmans ont tendance à plus s'identifier selon leur appartenance religieuse que les chrétiens, comme le souligne l'identification de 32% de répondants musulmans contre 20% des répondants chrétiens sur ce critère. Comme évoqué plus haut, les tensions communautaires entre musulmans et chrétiens ne sont pas nouvelles. Les événements ayant eu lieu au Vakaga en 2019 ont également compromis le vivre ensemble à Bria. Parmi ces tensions communautaires, celles entre les Gulas et Rungas ont été exprimées le plus vivement par les répondants.

Chevauchant ces sentiments entre les groupes ethniques, les répondants nuancent la question des tensions entre les différents groupes confessionnels de la ville. Bien qu'il y ait une dynamique intercommunautaire ravivées, surtout dans les affaires commerciales, depuis l'arrivée des FACA et leurs alliés, « les deux communautés ne se font pas entièrement confiance » explique un groupe de jeunes chrétiens et musulmans du quartier Mandé 2 au centre-ville. Les dernières violences interreligieuses de 2016-2017 ont marqué les esprits et ont été déterminantes pour la ville, la divisant ainsi en plusieurs blocs et aboutissant à la création du site des déplacés PK3 dédié aux communautés chrétiennes. Les répondants n'ont pas oublié ces événements et mentionnent une crainte réelle d'une reprise des hostilités et un souhait prononcé pour des activités à la fois de réconciliation et d'accès à justice (décrites plus en détail dans le chapitre Initiatives locales & endogènes à la résolution de conflit).

Pour le leader Anti-Balaka, aujourd'hui démobilisé, ce serait à cause des musulmans que le pays a connu des troubles comme indiqué plus haut. Certains chrétiens considèrent tous les musulmans comme des étrangers, pour citer les mots d'un chef de quartier : « il y a une certaine confusion autour du rôle joué par les différents acteurs combattants et non-combattants en ce sens où du côté des musulmans ils assimilent tout chrétien aux Anti-Balaka et du côté des chrétiens ils assimilent tout musulman aux Séléka ».

En outre, surtout parmi les répondants musulmans, un ressentiment par rapport au fait que Bria et l'est du pays aient été négligés par le pouvoir à Bangui persiste. En plus, les autres communautés s'interrogent également sur le manque d'infrastructure – surtout routière pour faciliter la libre circulation et, par conséquent, le commerce.

Peu d'habitants interrogés ont évoqués les tensions entre agriculteurs et éleveurs. Néanmoins, les grandes dévastations de champs d'il y a quelques années ont été mentionnées par quelques répondants. Il semble toutefois que l'impossibilité de travailler aux champs éloignés de la ville et les conséquences de la présence des groupes armés sur la transhumance ont réduit cette question. Si la sécurité est rétablie aux alentours de la ville, il serait sans doute important de parvenir à des accords entre communautés transhumantes et sédentaires sur les routes empruntées par les éleveurs pour permettre la mise en place des mécanismes de résolution de conflit.

Fondamentalement, les répondants de la moitié des groupes de discussions, soutenus par plusieurs autorités locales, ont expliqué spontanément leurs convictions que les conflits intercommunautaires susmentionnés ne tiennent pas de la volonté des habitants mais sont le résultat de la manipulation de politiciens ou d'autres forces externes cherchant à diviser pour garantir leurs propres intérêts. En revanche, cette hypothèse n'empêche pas ces mêmes répondants d'exprimer de l'hostilité envers « l'autre », les communautés qui ne sont pas les leurs.

De nettes améliorations ont été mentionnées. La plupart des répondants gardent espoir en une évolution positive de la situation. Le commerce semble reprendre et plusieurs répondants de Gobolo ont parlé d'une cohabitation nouvelle entre religions. Mais, la crainte d'une reprise certains conflits persiste, notamment entre les communautés gulas et rungas et entre chrétiens et musulmans.

RELATIONS AVEC LES GROUPES ARMÉS

La perception actuelle des différentes communautés des groupes armés, en général, semble faire l'unanimité, dans la mesure où ils ont mis en ruine l'activité économique de la ville et ont terrorisé la population. La population a donc un regard positif sur le fait qu'ils aient été chassés et remplacés par les forces de l'État et de leurs alliés, et ce, malgré leurs propres exactions. Lorsque viennent les conversations sur les raisons d'être des groupes ou lorsqu'il faut spécifier de quels groupes armés les interrogés ont été contents de voir chasser, les réponses commencent à diverger. De plus, seulement un quart (27%) des répondants admettent qu'il existe un soutien de certains membres de leurs communautés pour les groupes armés.

Dans le débat classique entre avidité et doléance comme moteur des groupes armés, une perception nuancée se dégage. Beaucoup croient en l'auto-défense ou la négligence de l'est du pays, Bria compris, par le gouvernement central. Ces causes sont à la base de la création et du succès des groupes armés. Cependant, ces mêmes répondants s'empressent généralement d'ajouter, que ces bonnes intentions ont été rapidement remplacées par des stratégies d'extraction de bénéfices et des exactions à l'encontre des populations, du côté des groupes (ex-)Séléka comme Anti-Balaka. Certains pensent qu'il s'agit d'un manque de contrôle sur leurs éléments, d'autres opinent qu'il s'agit d'exactions orchestrées.

Malgré une cohérence par rapport aux groupes armés au niveau général, il est important à noter que pendant certains groupes de discussions, les participants n'arrivaient pas à condamner les groupes armés généralement associés à leurs communautés.

Dans un premier temps, lors des entretiens individuels avec certaines personnalités proéminentes des communautés locales, les raisons citées pour rejoindre des groupes armés étaient surtout liées au chômage, à la pauvreté et au manque total d'opportunités d'avancer dans la vie ou même simplement pour subvenir aux besoins de leurs familles - ce qui est soutient la forte demande en formations, éducation et globalement en demande de soutien en général pour des activités génératrices de revenus. Dans un second temps, la vengeance revient souvent, ce qui est en lien avec la réclamation de la justice face aux actes criminels et à la violence commise. Enfin, un cycle négatif ressort : les activités des groupes armés sèment la destruction et l'effondrement des activités économiques, les jeunes victimes perdent espoir en leurs opportunités économiques ou de justice et finissent par rejoindre des groupes armés eux-mêmes. À cet égard, 39% citent le manque d'emploi et la pauvreté comme motifs d'enrôlement dans les groupes armés.

RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS

Comme indiqué dans le plan de relèvement local (PRL) de Bria publié par Agora, une partie des personnes déplacées au sein de la ville de Bria ont déjà pu regagner leur domicile. PK3 reste l'exception mais compte à peu près la moitié de la population de la ville.

Les déplacés continuent à vivre dans des conditions difficiles. Les membres de l'association des femmes déplacées de PK3 spécifient qu'elles se sentent terrées et qu'elles ont des préoccupations financières. Elles voudraient retourner chez eux mais le manque de moyens les empêche. Elles ont besoin de la réhabilitation de leur maison et d'un soutien pour leur réinstallation - de demandes qui sont soutenues par plusieurs autres groupes.

Les autres habitants de Bria s'expriment généralement positivement par rapport aux déplacés. Dans plusieurs groupes de discussion, les participants ont eu des propositions pareilles à celles des personnes déplacées, y compris qu'il faut un support pour qu'ils puissent rentrer chez eux.

Plusieurs personnes ont aussi évoqué la présence des réfugiés à Bria, notamment des soudanais. Bien que la plupart semble avoir une image plus ou moins neutre d'eux, certains ont exprimé une inquiétude enracinée dans l'histoire des mercenaires tchadiens et soudanais au sein de certains groupes armés à Bria.

ÉCONOMIE – LIBRE CIRCULATION

Les secteurs clés à Bria sont le secteur minier et la production vivrière. Depuis que les groupes armés ont entravé la libre circulation dans la ville et ses environs, beaucoup d'habitants sont obstrués dans leurs activités quotidiennes pour subvenir aux besoins primaires de leurs familles. Les producteurs ne peuvent plus rejoindre leurs champs, les commerçants n'obtiennent plus leurs biens - ou bien ils sont taxés excessivement - et les artisans miniers n'arrivent plus aux sites d'exploitation. En effet, le secteur minier s'est progressivement effondré depuis la crise de 2013 dû à un intérêt particulier de la part des groupes armés. Par conséquent, l'une des réclamations les plus saillantes pour toutes les communautés est la libre circulation, au sens large.

GROUPEMENT INTERCOMMUNAUTAIRE DE FEMMES COMMERÇANTES DE GOBOLO 3

Avec la reprise progressive de la paix, des femmes alphabétisées, dont les ambitions sont d'être autonomes financièrement, ont créé un groupement inclusif (chrétiens et musulmans, de groupes peuhls, banda, yakoma, arabes, etc.) pour une relance économique. Les activités exercées dans ce groupe sont l'agriculture, le jardinage, la fabrication du savon, etc.

Les produits issus de leurs activités de groupement sont vendus auprès de la communauté. Tandis que dans le passé, il n'existait aucun échange entre les communautés. La méfiance régnait. Mais aujourd'hui, avec la création de ce groupement, la confiance est présente et l'échange est encore plus intéressant en raison de la demande face à l'offre des produits issus de ce groupement.

Le groupement a 10 membres dont la présidente est peulhe musulmane et la vice présidente est chrétienne. Elles ont le rêve de construire un centre d'alphabétisation avec leurs revenus.

Depuis 2013, les axes routiers qui lient Bria aux autres villes de la région et à la campagne sont devenus dangereux. De plus, la taxation imposée par les groupes armés a pesé lourdement sur les communautés. Les recherches de Peer Schouten (2021)⁴ montrent que l'économie des barrières sur les axes se retrouve au centre du financement des groupes armés. Les groupes armés ont aussi effectué une hausse des taxes sur le marché et dans quasiment tous les secteurs économiques de Bria. Les bouchers du marché central se rappellent :

« DEPUIS LA CRISE, LES GROUPES ARMÉS IMPOSAIENT LE PAIEMENT DE TAXE DITE DE DROIT DE PLACE DE 10 000 FCFA PAR JOUR, PAR TABLE ET PAR GROUPE ARMÉ NOTAMMENT LE FPRC ET L'UPC. EN PLUS, IL Y AVAIT L'OFFRE DE LA VIANDE FRAICHE D'UNE VALEUR DE 3000 FCFA, À CHAQUE RESPONSABLE NOTAMMENT LES COMZONES. »

Ces événements étrangeaient déjà l'économie locale quand, lors des événements de 2016-2017, les groupes armés ont drastiquement entravé la circulation entre les différents blocs de la ville.

4 Schouten Peer, Roadblock Politics: The Origins of Violence in Central Africa, Cambridge University Press, 2021.

Dans une zone où beaucoup d'habitants ont du mal à subvenir aux besoins primaires de leur famille, la tendance à accepter les crimes commis par les nouvelles forces s'explique car elles livrent aussi cette libre circulation tellement chère. Il est important de rappeler, par contre, que des ressentiments s'accumule déjà et cela constitue une pression énorme et potentiellement diviseur sur la population de Bria.

UNE RELANCE ÉCONOMIQUE DIFFICILE

Malgré une amélioration récente, mais modeste, de la situation économique et un espoir réel d'une amélioration globale de la situation, les répondants expriment un besoin de soutien, surtout pour les jeunes et les femmes, soutenus par les autorités locales et les représentants des communautés. Les répondants estiment que l'amélioration de leur situation et la réduction des risques de rechute dans les conflits intercommunautaires passe par un soutien économique accru en faveur des jeunes et des femmes.

Les conflits ont eu des conséquences néfastes sur les opportunités professionnelles, la scolarisation, et les activités socio-économiques des jeunes. De plus, ils ont enregistré de lourdes pertes en termes de moyens en raison des cycles de violence, des pillages et des destructions. C'est pourquoi les jeunes réclament l'éducation (spécifiquement, l'alphabétisation), la formation professionnelle et l'emploi. Des autorités locales des différentes communautés et quartiers insistent sur l'importance de la jeunesse dans les conflits : dépendant de leur situation, ils peuvent être des acteurs de conflit, victime et/ou moteur d'une pacification. Une augmentation ciblée des activités économiques peut générer des opportunités pour les jeunes, réduisant ainsi une incitation majeure à rejoindre des groupes armés. En outre, plusieurs interrogés sont convaincus qu'une augmentation de l'alphabétisme réduira encore plus cette tentation.

Les femmes interrogées, peu importe leur appartenance communautaire, admettent qu'elles souffrent le plus des conflits. Au-delà des actes criminels et des vagues violences dont elles sont victimes, elles ont perdu leur autonomie à cause de la diminution voire la réduction à zéro de leurs activités de commerciales. Les femmes leaders de la ville expriment leur besoin d'un soutien afin de (re)construire leurs activités afin de subvenir aux besoins de leurs familles et permettre in fine leur autonomisation.

Compte-tenu des conditions routières et du manque de libre circulation, il apparaît également comme indispensable d'améliorer à la fois la sécurité sur les axes routiers et l'état des routes, tout en diminuant la pression fiscale. Pour les habitants de Bria, la surtaxation a entravé largement leur capacité d'approvisionnement et a écremé quasiment toute la valeur créée par les habitants. Ce contexte a compromis le rendement de leurs activités.

INITIATIVES LOCALES & ENDOGÈNES À LA RÉOLUTION DE CONFLIT

Au cas de conflit, les habitants de Bria se tournent souvent vers les autorités locales – d’abord les chefs de quartier, si nécessaire le maire – ou des organisations professionnelles ou de la société civile. Au site de déplacés de PK3, il semble y avoir une tendance aussi de tourner vers les Anti-Balaka. Pendant la division de la ville en bloc par les groupes armés, c’était surtout ces derniers qui tranchaient. Depuis avril 2021, certains expriment aussi une appréciation pour la gendarmerie et la police, qui se mettraient « au-dessus de la mêlée en ce qui concerne les considérations de tendance religieuse et ethnique. »

Bien que les chefs de quartier soient mentionnés le plus souvent comme représentant préféré, seulement 35% des femmes et 28% des hommes les font ce niveau de confiance. Cette confiance semble dépendant du quartier et donc du chef particulier, avec moins de confiance à Gobolo 1 & 2. Les données recueillies ne sont malheureusement pas suffisamment précises pour donner une spécification par quartier. Cette confiance n’est pas au même niveau pour tout le monde. Surtout chez les femmes musulmanes enquêtées qui semblent peu convaincues avec seulement 11% en faveur. Elles ont une légère préférence (27%) pour les OSC de cohésion sociale.

Il n’y a pas d’unanimité sur la question qui est le plus actif dans la résolution de conflit à Bria. Mais 60% des répondants mentionnent des organisations de la société civile (y compris organisations de femmes (42%) et de jeunes (36%)). Moins que 30% mentionne le CLPR, bien qu’ils sont plus populaires parmi les répondants de 50 ans ou plus (48%) et les hommes (38%). Bien que les communautés musulmanes ont des réponses pareilles, ils ont une tendance plus forte que les autres à mentionner aussi des leaders religieux (59% vs 31%).

Le reste de ce chapitre se concentre sur les différents acteurs dans la résolution de conflit. Mais avant d’aller dans les détails, un double rôle se dessine pour les femmes de Bria méritant une attention particulière.

LE RÔLE PARTICULIER DES FEMMES DE BRIA DANS LES CONFLITS

« LES FEMMES SONT À LA FOIS VICTIMES ET CONCILIATRICES DANS LES CONFLITS. ELLES ONT BEAUCOUP SOUFFERT DANS LES CONFLITS (AGRESSION SEXUELLE, VIOL, PILLAGE DE LEURS BIENS, SÉPARATION AVEC LEUR FAMILLE ETC.) MAIS ELLES ONT AUSSI CONTRIBUÉ AU RETOUR DE LA PAIX À BRIA. ELLES ONT FAIT DES MARCHES DANS LESQUELLES ELLES ONT DEMANDÉ AUX BELLIGÉRANTS (SELEKA ET ANTI-BALAKA) DE DÉPOSER LES ARMES ET AUX CIVILS DE NE PAS CÉDER À LA MANIPULATION AFIN D'ASSEOIR LA PAIX À BRIA.»

SOLIDARITÉ INTERCOMMUNAUTAIRE DES FEMMES

Dans un entretien individuel avec la présidente du réseau des victimes et témoins et coordinatrice du réseau du Leadership Féminin en Centrafrique dans la ville de Bria, la participante a déclaré que les femmes ont joué un grand rôle pour un retour de la cohésion sociale. En effet, suite aux conflits opposant les éléments du FPRC aux éléments de l'UPC, l'accès en vivre a été interdit à la communauté peuhle. Ainsi, les femmes peuhles ne pouvaient pas se rendre au marché pour s'approvisionner. Les femmes de l'autre bloc se sont mobilisées pour porter assistance à leurs consoeurs en leur amenant des vivres.

Dans l'imaginaire des habitants de Bria, y compris des femmes mêmes, les femmes ont un double rôle : privé et public. D'après les dames proéminentes interviewées dans le cadre de cette consultation et plusieurs autorités locales, elles sont les conseillères de leurs maris et leurs enfants et devraient utiliser cette position pour plaider pour une abstinence de la violence.

Le rôle public est déjà mis en œuvre à travers multiple organisations de femmes, pour emprunter les mots de la vice-présidente de l'Association des femmes Leaders dans la ville de Bria : « Les femmes, à travers la sensibilisation en commençant d'abord dans leurs foyers respectifs pour s'étendre dans la ville [dans un] rôle de connecteur et de la facilitation. » 77% des personnes enquêtés considèrent qu'ils ont un rôle sensibilisateur. Et plus que la moitié opine que des femmes jouent un rôle de premier plan dans les médiations. Ceux qui veulent que leur rôle change (75% hommes), veulent plus d'implication - dont 4 sur 5 spécifie qu'il faut qu'elles soient octroyées des positions de leader

L'exemple mentionné dans le cadre du chapitre Économie montre un potentiel troisième rôle : celui de construire les liens entre les différentes communautés en organisant des groupements inclusifs dans le but de générer des revenus pour elles et leurs familles - ce qui a le triple avantage de (i) rétablir l'interdépendance entre les communautés, (ii) d'augmenter les activités économiques et (iii) d'autonomiser les femmes.

ACTEURS

De nombreuses organisations et autres acteurs ont été cités par les répondants comme actifs dans la gestion de conflits et/ou la consolidation de la paix. Les plus importants sont cités ci-dessous. Toutes ces informations sont en lien avec les réponses des répondants.

En plus des acteurs mentionnés ci-dessous, les répondants ont aussi parlé des organes de gestion de conflit qui existent dans chacun des 4 blocs de la ville. À part mentionner le fait qu'ils continuent leurs activités, les répondants ne sont jamais entrés dans le détail, citant souvent des problèmes de corruption. Les répondants ont un souvenir vif du comité des sages. Leur rôle était d'intervenir en cas de litiges. Le fonctionnement, et plusieurs membres, a été largement repris par la plateforme interreligieuse et le comité local de paix et réconciliation.

COMITÉ LOCAL DE PAIX ET RÉCONCILIATION (CLPR)

Le CLPR a été créé par la direction des affaires sociales avec le soutien de la MINUSCA en 2016. Bien qu'il soit souvent cité comme acteur de résolution des conflits, ce comité n'est pas connu de tous et semble avoir une mauvaise réputation dans certaines zones de la ville.

BUT	Résoudre les conflits intercommunautaires
THÈMES	Division sociale entre les communautés religieuses (historiquement) Contrecarrer la stigmatisation
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Organiser des dialogues œuvrant pour le rapprochement communautaire Médiation Facilitation
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Généralement positives mais de grands défis demeurent : 20% pensent qu'ils ne sont pas inclusifs (surtout à cause d'un manque de représentation ethnique) tandis que 70% disent qu'il aiderait s'ils étaient plus inclusifs ; certains mentionnaient la présence de certain ex-combattants à qui ils ne peuvent pas faire confiance, et peu d'interlocuteurs connaissaient le CLPR à Gobolo.

CONSEIL PRÉFECTORAL DES JEUNES

Mise en œuvre par le Ministère des affaires sociales et sous l'égide de Mr. Hassan Adam Saleh, le but de cette organisation préfectorale est le rapprochement communautaire et la résolution de litiges. Ils ont marqué les esprits récemment par leur plaidoyer auprès du préfet pour arrêter les confusions des Russes entre la population civile et les groupes armés. Dans le passé, pendant le règne des groupes armés, ils ont joué un rôle très actif, y compris pour les échanges avec les leaders du FPRC.

Le président cité ci-haut est considéré comme une personne clé à vers qui se tourner en cas de litige. Il a une réputation héroïque grâce à une intervention prévenant le meurtre d'un habitant par des éléments Séléka, qui ont fini par passer à tabac M. Saleh.

BUTS	Défendre d'intérêt de la jeunesse Rapprochement communautaire Résolution de litiges
THÈMES	Division sociale entre les communautés religieuses & ethniques Confusion des Russes entre civils (surtout musulmans) et groupes armés Emploi pour la jeunesse
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Marche pour la paix Campagne de sensibilisation Plaidoyer auprès des autorités locales Facilitation/Organisation de dialogues
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Très positives, avec des exemples concrets de comment ils sont intervenus dans le passé. Certains mentionnent un manque d'inclusivité (surtout cf. genre) et d'autres veulent qu'ils fassent plus pour effacer les discriminations contre les minorités.

ORGANISATION DES FEMMES LEADERS

Cet organe a été mis en place par la MINUSCA et englobe d'autres organisations de femmes, y compris l'Organisation des Femmes Centrafricaines et le réseau du leadership féminin en Centrafrique. Elles sont surtout populaires parmi les femmes de PK3 mais elles sont généralement connues et acceptées.

BUTS

Défendre l'intérêt des femmes
Définir le rôle de la femme dans les résolutions des conflits

THÈMES

Pousser les femmes à devenir des actrices directes dans les résolutions non-violentes des conflits
Alléger la souffrance des victimes des conflits, y compris orphelines

ACTIVITÉS CONCRÈTES

Discuter entre femmes pour définir l'action des femmes pour agir en faveur de la paix et d'une gestion pacifique des conflits.
Facilitation/Organisation de dialogue
Facilitation/Organisation d'ateliers
Sensibiliser aux droits des femmes
Sensibiliser sur la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble

PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES

Généralement positives mais avec des remarques : elles ne font pas assez pour améliorer les droits des femmes et leur autonomisation et elles ne sont pas suffisamment inclusives

ORGANISATION DES FEMMES CENTRAFRICAINES (OFCA)

Sous l'égide de l'organisation mère au niveau national, l'OFCA à Bria était la première organisation des femmes à Bria et sont même antérieures aux crises et groupes armés actuels.

BUTS	Représenter les femmes de la localité sur le plan régional et défendre leurs places dans la société
THÈMES	La place des femmes dans la société
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Faciliter le dialogue entre les parties en conflit Organiser et participer aux médiations Organiser des ateliers de dialogue Sensibiliser aux droits des femmes Sensibiliser sur la paix cohésion sociale et le vivre ensemble Règlements des conflits domestiques
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Très positives car « elles maintiennent les bonnes relations entre les communautés ». En revanche, les répondants leur demandent de lutter plus fortement pour la place dans la société et de dialoguer davantage avec les leaders communautaires.

PLATEFORME INTERRELIGIEUSE

Cette organisation, souvent en collaboration avec la MINUSCA, est vu par certains comme le seul organe qui arrivait à faciliter un contact interreligieux au pire de la crise. En outre, pendant les tensions entre les communautés gulas et peuhles, ils ont organisé un partage de repas à l'église catholique de Bria. Et pour atténuer les tensions entre Gulas et Rungas, une cérémonie a été organisée par l'église baptiste CEBI. Néanmoins, elle n'est pas souvent citée parmi les organisations qui résolvent le plus les conflits.

Les fondateurs ont gagné notoriété au niveau national et même international avec leur opposition à la division confessionnelle et aux plans séparatistes de certains groupes rebelles lors de la crise de 2013.

BUT	Être un exemple pour les croyants et déconseiller la violence
THÈMES	Contrecarrer les narratifs qui opposent les religions Médiation en cas de tensions ethniques
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Dialogue, y compris autour des fêtes religieuses Sensibilisations pour éviter la violence et promouvoir le vivre ensemble
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Les quelques personnes qui la mentionnent semblent contentes avec cette plateforme et donnent des exemples très concrets de leur impact. Par contre, il serait mieux s'ils arrivent à intégrer les femmes et les jeunes dans leur fonctionnement.

MINUSCA

Dans la perception des communautés de Bria, MINUSCA a une double réputation : certains apprécient plus que d'autres. Même au sein des groupes de discussion, elle faisait souvent l'objet d'une discussion sans unanimité. Souvent, on indiquait la différence entre les forces de maintien de la paix et la section des Affaires Civiles. Généralement, il y a une meilleure appréciation des activités de cette dernière, bien qu'elle ne fait pas l'unanimité non plus. Par contre, son soutien est cité régulièrement et est au moins considéré louable.

PRÉFET

Le préfet est considéré comme une personne clé pour la gestion des conflits, comme pour la gestion de la vie publique à Bria en général. Il est originaire de la zone et est bien respecté et accepté par les différentes communautés.

RECOMMANDATIONS

Pour les habitants de Bria, le plus important dans la vie est de vivre en paix. Quasiment toutes les personnes enquêtées l'ont listé parmi leurs priorités et ont pointé le doigt vers la présence des groupes armés (85%) et le banditisme (44%) comme obstacles pour l'atteindre. En élargissant la question vers toutes leurs priorités, les répondants ajoutent les éléments économiques, notamment la libre circulation et la nécessité de pouvoir subvenir aux besoins de leurs familles. Logiquement, le manque de moyens financiers s'ajoute à la liste des obstacles prédominants, mentionné par 48% des répondants. La libre circulation fait moins l'unanimité que la paix. Les interviewés peulhs et bandas le trouvent moins important que les autres. Tandis que subvenir aux besoins de la famille est une priorité pour tout le monde.

En fond de ces priorités, les répondants ont également proposé leurs recommandations pour évoluer vers un meilleur avenir à Bria.

RÉCONCILIATION

Une majorité des répondants ont mis le doigt sur les scissions dans la société à Bria - décrit dans le chapitre sur l'identité et la cohésion sociale - comme une source potentielle de conflit futur et un obstacle pour la vie quotidienne à Bria. Après une décennie avec des cycles de violences successifs, les divisions entre les communautés sont réelles. Malgré le calme et l'absence de violence que l'on peut apercevoir entre les communautés de nos jours, il y a toujours un risque réel de reprise des hostilités à l'avenir.

Ainsi, les jeunes et les femmes interviewés ont surtout insisté sur des **ateliers, des médiations et d'autres activités pour que les différentes communautés puissent trouver la réconciliation et, par conséquent, la paix durable.** De fait, presque 90% des répondants mentionnent « l'esprit de pardon », « la tolérance envers l'autre » et/ou « le dialogue et la réconciliation » comme éléments essentiels pour promouvoir la paix à Bria.

La plupart des enquêtés disent être au courant des dialogues intercommunautaires et qu'ils soient plus ou moins représentatifs. L'image de ces dialogues est positive, avec 86% des enquêtés indiquant qu'ils facilitent le vivre-ensemble. Néanmoins, plusieurs groupes de discussions ont évoqué le besoin de **renforcer les capacités des organisations de la société civile pour amplifier leurs activités**. Spécifiquement, ont été mentionnés le renforcement des capacités pour l'impartialité, la neutralité et des techniques de médiation et résolution non-violente de conflit ; mais aussi un appui matériel et financier pour rassurer le fonctionnement de ces OSC.

JUSTICE

Les habitants de Bria semblent comprendre la vengeance comme une des raisons clés pour les jeunes de rejoindre les groupes armés. Quand leur famille est attaquée, leurs biens sont volés ou détruits et leurs opportunités sont réduites. Ils se sentent donc sans repères, sans options pour réclamer justice de façon organisée et satisfaisante. Par conséquent, ils font recours à la vengeance et la violence pour revendiquer leurs droits. L'histoire à Bria a montré que des politiciens et leaders malins savent comment exploiter ces sentiments et griefs pour amplifier cette tendance vers les groupes armés et la violence. Ceci mène à une spirale destructrice où les groupes armés prennent de l'ampleur, les exactions se multiplient et les griefs s'approfondissent.

C'est une des raisons les plus importantes pour lesquelles les répondants **demandent que la justice revienne et, surtout, que les personnes qui ont commis des crimes rendent compte de celles-ci**. À la lumière des exactions vécues, on comprend que les habitants soulignent leur besoin de parvenir à une justice équitable afin de sécuriser leur avenir.

RELANCE ÉCONOMIQUE

Comme décrit dans le chapitre Economie, un léger rebondissement économique est déjà en cours grâce à la reprise de la libre circulation en ville depuis l'arrivée des FACA et leurs alliés. Il s'agit, là, d'une opportunité majeure pour amplifier cette évolution. Surtout les femmes se sentent concernées car parmi elles il y a celles qui veulent s'autonomiser et contribuer aux besoins économiques de leur famille aussi bien que des (présidentes des) associations pour les femmes qui visent à améliorer la place de femme dans la société.

Spécifiquement, les habitants de Bria demandent :

- **L'éducation et l'alphabétisation**, surtout pour la jeunesse qui a perdu des années de scolarités de qualité à cause des crises et les femmes
- **La formation professionnelle**, surtout pour les femmes qui veulent développer leurs propres activités et les jeunes qui veulent apprendre un métier
- **L'extension de la libre circulation** vers les axes et les environs de la ville de Bria : ceci inclut la sécurisation, l'amélioration de l'état des routes et des accords autour la taxation sur ces derniers

ACCENT SUR LA JEUNESSE

Basé sur les données limitées collectées pendant cette consultation, les aspects de la vie que les jeunes trouvent important sont similaires à ceux de la population globale. Seulement le besoin d'avoir du travail est bien plus important pour eux – surtout pour les jeunes hommes.

Les jeunes, les femmes et les autorités locales réclament les opportunités pour la jeunesse pour qu'ils puissent développer leur vie et désister des activités malsaines comme la criminalité ou les groupes armés. Pour atteindre ce but, les recommandations ci-dessus sont évoqués.

IMPLICATION DES FEMMES DANS LES PROCESSUS DE LA PAIX

Comme expliqué dans le chapitre Femmes, elles ont un double rôle dans la société à Bria. Afin de capitaliser sur cette position, et en complément à une place plus établie dans la vie économique de Bria, les femmes (78%) réclament également **une implication plus forte dans les processus de la paix et de décisions**. Surtout pour les femmes musulmanes (95%) ceci est une priorité.

Seulement 56% des hommes priorisent cette recommandation. Mais, comme indiqué ci-haut, ils souhaiteraient pareillement **un rôle de leader pour les femmes** dans ces processus.

L'initiative de la présidente des femmes peulhs – qui a organisé un groupement inclusif de femmes analphabètes pour produire certains bien et livrer certains services à travers les divisions entre les différentes communautés de Bria – pourrait servir d'exemple sur la manière dont les femmes formulent différentes réclamations, en cohérence avec les coutumes et cultures locales.

RELANCE ÉCONOMIQUE

Sur la question « que pourrait promouvoir la paix à Bria ? » la réponse la plus populaire était de désarmer les groupes armés, surtout chez les femmes, dont 90% ont donné cette réponse et insisté sur le désarmement. Les membres des groupes armés démobilisés ont spécifié le besoin de continuer le processus et de tenir les promesses faites par l'état. Dans les focus groupes et entretiens individuels, les participants spécifiaient que cette activité doit être accompagnée par **un soutien pour les personnes démobilisées** afin qu'ils se réintègrent dans la société sans causer des problèmes ou revenir sur leurs pas et reprendre leurs activités armées.

ANNEXES

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à éclaircir les perceptions et les opinions des communautés et populations locales, et plus spécifiquement la voix des communautés qui ont tendance à n'être ni entendues ni prises en compte. À ce titre, l'étude porte une attention particulière aux femmes et à la jeunesse, tout en gardant à l'esprit que dans chacune de ces localités, certaines parties de la population sont moins écoutées que dans d'autres.

Concordis mise sur une collecte pure d'information afin de valoriser les messages que les interlocuteurs souhaitent passer, évitant inductions et biais de confirmation. Concordis opte pour une approche qui combine analyse quantitative et qualitative - dans les mesures du possible, au regard des limites financières et contraintes temporelles de cette étude. L'aspect quantitatif permet de mesurer la prévalence des perceptions et opinions et de les stratifier selon le sexe, l'âge, le métier, le groupe ethnique et la religion. Au-delà des chiffres, les échanges approfondis menés avec les membres des différentes communautés et les principaux acteurs de la localité fondent la collecte des données qualitative permettant de comprendre les significations des réponses prévalentes. Additionnellement, les équipes de Concordis observent les interactions, tensions et activités dans les localités et leurs analyses directes sont pris en compte pour contexte et détail.

L'étude qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments ciblés de la population ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés dans la localité et/ou dans les conflits. Comme indiqué ci-dessus, l'étude vise essentiellement à élever les voix des communautés pour comprendre leurs perceptions. Par conséquent, les groupes de discussion avec les membres des différentes communautés ont été prioritaires. L'accent a été mis sur les :

- Groupes ou associations de femmes
- Groupes ou associations de jeunes
- Groupes d'habitants
- Groupes de certains métiers ou associations professionnelles

Les entretiens individuels sont utilisés à la fois pour approfondir des questions qui n'ont pu être longuement ou aisément détaillées en groupe pour des raisons sociales et pour évaluer si les membres proéminents des communautés, voire les membres de groupes armés, ont des perceptions partagées avec communautés elles-mêmes. Les interrogés incluent des préfets, des sous-préfets, des maires, des chefs de quartier, des leaders d'associations de femmes, de jeunes et d'autres OSC. Ces activités sont menées par deux de nos équipes centrafricaines dotées de riches expériences dans les consultations et les formations.

La conduite des entretiens a également reposée sur une démarche inclusive. Concordis a mis en place des conditions favorables aux consultations en restant à l'écoute des peurs et des souhaits des communautés afin de cartographier les solutions potentielles. Au regard de la nature de ces consultations, la question de la cohésion sociale a joué un rôle crucial dans la formulation des questionnaires, abordant le plus largement possible les interactions sociales et commerciales entre communautés, les dynamiques de conflits en interrogeant sur les peurs et la confiance, et la résolution du conflit en interrogeant sur la médiation et les griefs. Là encore, comme toutes consultations dans un temps limité, cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité sur la variété des thématiques abordées.

RAPPORT DE FORMATION

PLAN D'ACTION COHÉSION SOCIALE BRIA

